

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 06/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALDOIE MICA SAS

9 avenue Georges Charpentier
90300 Valdoie

Références : -

Code AIOT : 0012400003

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2024 dans l'établissement VALDOIE MICA SAS implanté 9 avenue Georges Charpentier 90300 Valdoie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALDOIE MICA SAS
- 9 avenue Georges Charpentier 90300 Valdoie
- Code AIOT : 0012400003
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Valdoie Mica SAS est spécialisée dans la fabrication de papier mica obtenu à la suite de

deux étapes principales :

- la fabrication de la « pulpe » de mica (nom donné à la suspension dans l'eau de paillettes de mica de dimension inférieure à 2 mm et d'épaisseur comprise entre 10 et 100 microns) ;
- la fabrication du papier mica sans liant, conditionné en bobines.

1000 tonnes de papier à base de mica sont fabriquées par an pour l'isolation thermique et électrique, destinées au client exclusif VonRoll, qui appartient depuis 2023 à la division Elantas du groupe allemand ALTANA.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exemption AP Cadre	Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Annexe 3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Exemption AM	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7.1.1	/	Sans objet
4	Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7.1.2	/	Sans objet
5	Rétention : capacité	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7.4.1.I	/	Sans objet
6	Rétention : interdiction de stockages incompatibles	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7.4.1.II 2ème alinéa	/	Sans objet
7	Niveau NGF des stockages	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7.4.1.II alinéas 3 et 4	/	Sans objet
8	Etanchéité aires et locaux de stockage	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7.4.1.IV	/	Sans objet
9	Confinement eaux en cas de sinistre	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7.4.1.V alinéas 1 à 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a mis en évidence que l'exploitant a fait le nécessaire pour apporter les éléments sollicités lors de la précédente inspection concernant ces prélèvements d'eau dans la Savoureuse.

Par ailleurs, l'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformité concernant les modalités de stockage des produits dangereux, d'isolement des eaux de process en cas de pollution accidentelles ou de dysfonctionnement de la station de traitement des eaux.

L'exploitant dispose également d'une procédure pour permettre, telle que cela a été étudié dans le

dossier de demande d'autorisation d'exploiter ayant conduit à l'arrêté préfectoral du 20/02/2015, le confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exemption AP Cadre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/07/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 01/02/2024
Prescription contrôlée : <p>Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des disposition quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliquent.</p> <p>Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs procédés permettent de réduire au minimum les besoins en eau.</p> <p>Les restrictions ne s'appliquent pas aux usages rendus strictement nécessaires par un impératif sanitaire ou lié à la salubrité publique.</p>
Constats : <p>Les activités du site disposent d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques de prélèvement dans la Savoureuse en fonction du débit de cette rivière (article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 20 février 2015). Si ces prescriptions ont été au départ mises en place pour garantir que les prélèvements par MICA ne remettent pas en cause la continuité écologique de la rivière, elles permettent également indirectement de réduire les prélèvements en cas de sécheresse (article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 20 février 2015).</p> <p>La précédente inspection d'août 2023 avait mis en évidence que l'exploitant a progressivement mis en place des mesures de réduction de ses besoins en eaux [mise en place d'un recyclage additionnel (par rapport au recyclage prévu à la conception des installations du site), passage de canalisation souple à rigide,...].</p> <p>Toutefois, à la suite de l'inspection, il avait été demandé à l'exploitant de justifier que les procédés mis en place pour son activité permettent de réduire au minimum les besoins en eau, en transmettant à l'inspection des installations classées sous 4 mois un bilan des actions étudiées pour limiter ses prélèvements dans la Savoureuse complété par l'analyse de la possibilité d'une utilisation d'eau de récupération de pluie.</p> <p>L'exploitant a demandé un délai supplémentaire à l'inspection pour fournir ce bilan puis a sollicité dès le début d'année 2024 un entretien avec l'inspection pour lui présenter le bilan réalisé.</p>

Suite à plusieurs reports, il a finalement été convenu que cette présentation serait effectuée au cours de cette inspection.

Ce bilan conclut que le pourcentage d'eau recyclée dans l'usine représente environ 70 % du volume total mis en œuvre pour alimenter l'ensemble des processus de fabrication [trituration (fabrication de pulpe) et couchage (fabrication du papier sur machine)], à partir de 3 réseaux de recyclage (réseaux de recyclage au niveau de la ligne de trituration LNC1 et de la ligne LNC2 ainsi que réseau de recyclage additionnel en service depuis fin 2015).

Il est noté que l'établissement dispose de 4 lignes de trituration : LNC1, LNC2, L11 et L21, étant précisé que LNC1 et LNC2 contribuent à 80 % de la production de pulpe de mica sur ce site.

Les caractéristiques souhaitées des papiers produits à base de pulpe de mica provenant des lignes L11 et L21 ne sont pas atteintes en période chaude et de faible débit, du fait d'une moindre qualité de l'eau de la rivière. L'exploitant planifie donc la grande majorité des productions de papiers nécessitant l'utilisation des lignes L11 et L21 hors période estivale. Les efforts de recyclage d'eau ont donc été concentrés sur les lignes LNC1 et LNC2.

L'exploitant rappelle également les études et tests complémentaires qu'il a réalisés au cours des 10 dernières années pour essayer d'accroître davantage la réduction de ses prélèvements (pour l'année 2022, 493 365 m³) et/ou limiter ses déficits de restitution à la rivière (en 2022, consommation estimée à 3420 m³, soit environ 0,8 % de la quantité d'eau prélevée). Il précise les freins et blocages (techniques et pour certains cas d'ordre financier) qui l'ont conduit à ne pas mettre en place les dispositifs « séparateur statique », « filtre Berkal » et « filtre Hydrotech » en plus du dispositif de décantation filtration constituant le circuit de recyclage additionnel mis en place en 2015 (dispositif ayant permis le recyclage de 75 744 m³ d'eau en 2022).

Enfin, l'exploitant a pris en compte dans sa politique globale de gestion de l'eau la possibilité d'utilisation des eaux de pluie collectée sur le site. Toutefois, il justifie que cette utilisation n'apparaît pas opportune.

À la suite de l'inspection, l'exploitant a transmis le bilan demandé par courrier daté du 29 juillet 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Exemption AM

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/02/2024

Prescription contrôlée :

Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :

1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :

- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;
- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;
- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;
- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;
- production, distribution et cogénération d'électricité ;
- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;
- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;
- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;
- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;

2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;

3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;

4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.

Constats :

Comme indiqué au point de contrôle n° 1, l'exploitant dispose conformément à la prescription de la dernière phrase de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement (AM1), des éléments justifiant que le pourcentage d'eau recyclée dans l'usine représente environ 70 % du volume total mis en œuvre pour alimenter l'ensemble des processus de fabrication et a donc justifié qu'il répond au critère du point 3° de l'article de l'AM1 lui permettant de ne pas être soumis aux dispositions de l'article 2 de ce même arrêté ministériel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.
Constats : Suite à la précédente inspection, il a été demandé à l'exploitant de formaliser puis transmettre à l'inspection des installations classées le plan des stockages ainsi que des zones de risques. L'exploitant indique avoir transmis le 23 janvier 2023 à l'antenne de Belfort de l'UiD 25/70/90 de la DREAL le « plan des stockages et zones à risques » qu'il a mis à jour le 20 janvier 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Etat des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Etats des stocks de produits dangereux
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. La présence de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : L'exploitant dispose d'un fichier Excel indiquant la liste des produits dangereux détenus par atelier et par type d'utilisation. Ce fichier indique le type de produit, le conditionnement, l'usage, le fournisseur, la marque et dispose d'un lien renvoyant vers les fiches de données de sécurité. La quantité des produits dangereux détenus est gérée au niveau du système informatique de l'inventaire. De plus, les quantités maximales de chaque produits dangereux sont rappelées à même le plan général des stockages et des risques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rétention : capacité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7.4.1.I
Thème(s) : Risques accidentels, Capacité des rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir, • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition, n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Le réservoir d'acide sulfurique est soumis à cette disposition. De plus, le site dispose pour l'acide sulfurique d'une aire de dépotage spécifique avec rétention déportée. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts, • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, • dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite de terrain, il a été constaté la présence de rétention sous tous les stockages liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols.</p> <p>Concernant le stockage d'acide sulfurique (maxi 4,8 m3), interne au bâtiment de trituration, il dispose d'une rétention propre convenablement dimensionnée.</p> <p>Il est remarqué que l'aire de chargement de ce réservoir d'acide sulfurique externe au bâtiment peut également servir de rétention au stockage en silos de bicarbonates de soude (40 m3).</p> <p>L'exploitant dispose d'une procédure de dépotage de l'acide sulfurique. Dans le prolongement de l'inspection, l'exploitant a transmis la version v3 de cette procédure qui intègre notamment la vérification de la propreté de l'aire de dépotage avant et après les différentes étapes liées au dépotage de l'acide sulfurique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rétention : interdiction de stockages incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7.4.1.II 2ème alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée :

<p>II. [...]</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, par sondage, il n'est pas constaté le stockage dans une même rétention de produits incompatibles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Niveau NGF des stockages

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7.4.1.II alinéas 3 et 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, PPRI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. [...]</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées aux paragraphes I et II du présent article. Tout nouveau réservoir installé sous le niveau du sol est à double enveloppe.</p> <p>Pour le bâtiment situé en partie en zone U1 du PPRI de la Savoureuse :</p> <ul style="list-style-type: none"> les dépôts et stock périssables et polluants (hydrocarbures, solvants, peintures, produits chimiques) hors récipients étanches sont situés, au dessus de la cote de référence définie par le PPRI de la Savoureuse pour cette zone U1; les cuves et citernes étanches doivent être arrimées ou placées au-dessus de la cote de référence.
<p>Constats :</p> <p>Le bâtiment de stockage des hydrocarbures est situé en partie en zone U1 du PPRI de la Savoureuse.</p> <p>L'exploitant a limité les quantités de produits stockés dans ce bâtiment à 400 litres d' "huiles de lubrifications des machines", 20 litres de solvants et peintures", et 40 litres d'essence et gasoil.</p> <p>L'ensemble de ces stockages d'hydrocarbures est surélevé et équipé de rétention d'un volume suffisamment dimensionné.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Etanchéité aires et locaux de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7.4.1.IV
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage matières dangereuses
Prescription contrôlée : IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.
Constats : Dans les zones où des produits dangereux sont stockés ou manipulés, le sol est étanche. Les produits dangereux manipulables ont des volumes très réduits (bidon de quelques litres tout au plus) : l'exploitant dispose d'un kit antipollution pour récupérer les produits épandus accidentellement. De plus, l'exploitant a mis en place la procédure VR008495-FR d'isollements des eaux de process permettant en cas de pollution accidentelle ou de dysfonctionnement de la station de traitement des eaux de process d'empêcher toute transmission d'écoulement vers la rivière la Savoureuse.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Confinement eaux en cas de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7.4.1.V alinéas 1 à 4
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement
Prescription contrôlée : V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Le volume nécessaire à ce confinement est de 460 ms.

Constats :

Les modalités de création du dispositif de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie a été étudié dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ayant conduit à l'arrêté préfectoral du 20 février 2015.

Lors de l'inspection, il est vérifié que le batardeau mis en place au niveau du portail sud d'accès rue chemin Alexandre est opérationnel et est bien par défaut en position fermée.

La procédure d'isolement des eaux d'extinction en cas d'incendie précise les modalités de fermeture de la vanne reliant la lagune n° 5 à la rivière, garantissant le confinement des eaux d'extinction collectées dans cette lagune.

Le fonctionnement de cette vanne n'a pas été contrôlé lors de cette inspection.

Type de suites proposées : Sans suite